

Chapitre 3. Opinion publique à Bruxelles

Régis Dandoy

3.1. Les Bruxellois satisfaits de la qualité de vie et de l'économie de leur région²⁷

En 2015, la Commission Européenne a publié les résultats d'une enquête portant sur l'opinion publique dans les régions en Europe. Dans chaque région d'Europe, un échantillon de 300 personnes a répondu à quelques questions sur la perception qu'elles ont de l'état de leur région ou encore sur leur confiance dans Union Européenne. Cette enquête (Eurobaromètre 427) de la DG Communication de la Commission Européenne a été réalisée par téléphone du 3 au 23 septembre 2015.²⁸

Dans cette section, nous analysons les résultats de cette enquête sur l'état de l'opinion publique bruxelloise en ce qui concerne les thématiques de la situation économique et de la qualité de vie dans leur région, et nous comparons leurs perceptions avec celles des populations dans les régions flamande et wallonne.

Qualité en vie en région bruxelloise

Sur base de la question « Comment jugez-vous la situation actuelle concernant la qualité de vie dans votre région ? », les résultats indiquent que les Bruxellois sont généralement satisfaits de la qualité de vie dans leur région. Plus de 80% des Bruxellois déclarent que cette qualité de vie est très bonne ou assez bonne. A l'inverse, seuls 5% des habitants de cette région pensent que la qualité de vie est très mauvaise. Cependant, ces chiffres sont à relativiser, surtout si on les compare aux résultats obtenus en région flamande. En effet, près de 29% des flamands indiquent que la qualité de vie est très bonne dans leur région et 93% d'entre eux déclarent que cette qualité de vie est très bonne ou assez bonne. Les chiffres positifs obtenus pour la région bruxelloise ne doivent ainsi pas cacher les efforts qui peuvent être faits pour atteindre une meilleure qualité de vie. Parmi les individus les plus satisfaits de cette qualité de vie, nous retrouvons les femmes, les jeunes (de 15 à 24 ans) et les étudiants.²⁹

²⁷ Dandoy Régis, "Les Bruxellois satisfaits de la qualité de vie et de l'économie de leur région", Blog Elections, made in Brussels, 18 November 2015. <http://electionsbxl.blogspot.com/2015/11/les-bruxellois-satisfaits-de-la-qualite.html>

²⁸ Pour plus de détails techniques sur ce sondage, voir ici :

https://open-data.europa.eu/fr/data/dataset/S2102_427_ENG

²⁹ Pour chacun des tableaux, les répondant souhaitant ne pas répondre à la question ou répondant « je ne sais pas » ont été exclus des tableaux. Le nombre de ces répondants varie entre 1% et 6%, selon les questions et les régions. Les résultats pour le Royaume ont été pondérés par le poids démographique de chaque région (basé sur les chiffres de population par région au 1^{er} janvier 2015 - <http://statbel.fgov.be>).

Elections made in Brussels

Qualité de vie (situation actuelle)

	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Royaume
Très bonne	12,2 %	28,9 %	8,4 %	20,6 %
Assez bonne	68,1 %	64,1 %	65,2 %	64,9 %
Assez mauvaise	13,9 %	5,4 %	19,6 %	10,8 %
Très mauvaise	5,4 %	1,7 %	6,8 %	3,7 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

En ce qui concerne la question de cette qualité de vie dans les prochains 12 mois, plus d'un tiers des Bruxellois sont pessimistes. Ils sont ainsi 34,6% à penser que, comparée à aujourd'hui, la situation sera pire dans exactement un an. Dans les deux autres régions, la tendance est également globalement pessimiste : en moyenne, 31% des Belges pensent que leur qualité de vie sera pire dans un an. Néanmoins (et cela n'entame en rien la tendance pessimiste), la population de la région bruxelloise est celle qui la plus optimiste avec plus de 14% d'individus qui estiment que la qualité de vie à Bruxelles sera meilleure dans 12 mois. Au niveau individuel, les répondants les plus pessimistes quant à la qualité de vie sont à trouver parmi les individus moins éduqués, parmi les personnes isolées et parmi les indépendants et les employés.

Qualité de vie (situation dans les 12 prochains mois)

	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Royaume
Meilleure	13,7 %	11,2 %	5,9 %	9,8 %
Identique	51,7 %	60,0 %	59,7 %	59,0 %
Pire	34,6 %	28,5 %	34,4 %	31,0 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Situation économique en région bruxelloise

En ce qui concerne la situation économique dans leur région, les Bruxellois sont partagés : pas moins de 60% d'entre eux estiment que la situation économique est assez bonne ou très bonne, tandis que les autres 40% pensent que celle-ci est assez ou très mauvaise. Dans ce sens, les Bruxellois se trouvent à mi-chemin entre les deux autres régions du pays. En Wallonie, la majorité de la population (58,8%) estime que la situation économique est assez bonne ou très mauvaise tandis que la majorité de la population flamande (69,5%) pense l'inverse. Si les différences entre la Flandre et la Wallonie ne sont pas surprenantes étant donné leurs différentes performances économiques, les résultats pour Bruxelles sont plus interpellants. Si l'on prend par exemple le taux de chômage comme indicateur objectif de situation économique, la population bruxelloise (18,5% de chômage en 2014) pourrait avoir une vision plus négative de l'économie de sa région, en comparaison de la Flandre et de la Wallonie (respectivement 5,1% et 12%). Mais les chiffres collectés dans l'enquête de la Commission Européenne semblent indiquer que le taux de chômage n'a que peu d'influence sur l'opinion publique à Bruxelles. Parmi les individus qui estiment que situation économique est assez bonne ou très bonne, nous retrouvons les jeunes et les étudiants, ainsi que les ouvriers.

Elections made in Brussels

Situation économique (actuelle)

	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Royaume
Très bonne	6,0 %	5,8 %	3,5 %	5,1 %
Assez bonne	53,7 %	63,7 %	37,4 %	54,2 %
Assez mauvaise	32,2 %	27,1 %	44,3 %	33,2 %
Très mauvaise	8,1 %	3,4 %	14,5 %	7,5 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Enfin, en qui concerne la question de la situation économique régionale dans les prochains 12 mois, les Bruxellois sont relativement pessimistes : près d'un tiers d'entre eux estime que la situation économique sera pire dans les 12 prochains mois. Ce chiffre est relativement similaire (bien que légèrement plus élevé) à celui observé en moyenne dans le royaume (29,5%). Dans les deux autres régions, les tendances sont sans surprise divergentes : 35,6% des wallons sont pessimistes quant à l'avenir à court terme de l'économie dans leur région, contre seulement 25,7% en Flandre. Au niveau individuel, les répondants bruxellois les plus pessimistes sont à trouver chez les femmes, les indépendants, les célibataires et les individus entre 40 et 54 ans.

Situation économique (dans les 12 prochains mois)

	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Royaume
Meilleure	17,4 %	19,6 %	7,6 %	15,5 %
Identique	52,8 %	54,4 %	56,7 %	56,7 %
Pire	31,3 %	25,7 %	35,6 %	29,5 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Conclusion

Au demeurant, la majorité de la population bruxelloise estime habiter dans une région où il fait bon vivre et où la situation économique est (relativement) bonne. Sans surprise, ces sentiments sont encore plus forts en région flamande mais sont supérieurs à ceux observés en Wallonie. Néanmoins, et bien qu'ils ne représentent pas la majorité de la population, nombreux sont les bruxellois(es) à être pessimistes par rapport à la situation économique et à leur qualité de vie à Bruxelles dans les prochains mois. Il est à craindre que les récents attentats à Paris et les événements liés à la traque des terroristes en région bruxelloise ne fassent que renforcer cette tendance pessimiste.

3.2. Les principaux problèmes à Bruxelles: Chômage et enseignement³⁰

Dans cette deuxième section traitant des résultats de cette enquête, nous analysons l'état de l'opinion publique bruxelloise en ce qui concerne les principaux problèmes

³⁰ Article original: Dandoy Régis, "Les principaux problèmes à Bruxelles: chômage et enseignement", Blog Elections, made in Brussels, 19 novembre 2015. <http://electionsbxl.blogspot.com/2015/11/les-principaux-problemes-bruxelles.html>

auxquels elle est confrontée, et nous comparons les perceptions des Bruxellois avec celles des populations dans les régions flamande et wallonne.

Sans surprise, un top 3 composé du chômage, de l'enseignement et de l'immigration

La question principale de l'enquête porte sur la perception des problèmes au niveau régional. Plus précisément, son intitulé est : « Selon vous, quelles sont les deux principaux problèmes auxquels votre région est confrontée actuellement ? » et une série de réponses était suggérées aux répondants. Les résultats obtenus en région bruxelloise ne sont pas vraiment surprenants.³¹

Le principal problème identifié par les Bruxellois concerne le chômage (28,5%), loin devant les autres thématiques. Ce n'est pas une surprise quand on le compare avec le taux de chômage dans la région (18,5%). Le même processus est à l'œuvre en Wallonie où le chômage constitue le principal problème. Etant donné le faible taux de chômage en Flandre (5,1%), il est naturel que cette thématique n'atteigne pas la première place du podium dans cette région. Au niveau individuel, le chômage bruxellois est un problème particulièrement important parmi les ouvriers et les personnes isolées ou sans enfants. A l'inverse, ce problème est beaucoup moins relevant pour les jeunes (15-24 ans) et pour les étudiants, à l'inverse de leurs aînés.

En termes d'importance, le second problème à Bruxelles concerne l'enseignement (16,5%). Bien que cette thématique puisse en partie être liée à celle du chômage, l'enseignement ne représente qu'un peu plus de la moitié de l'importance que revêt le chômage. Néanmoins, il s'agit cette fois d'une priorité typiquement bruxelloise, puisque la moyenne nationale sur l'enseignement se situe bien plus bas, aux alentours de 7,6%. Le problème de l'enseignement à Bruxelles semble particulièrement préoccupant pour les femmes, les jeunes, les étudiants, les personnes diplômées de l'enseignement supérieur et les membres de familles nombreuses. A l'inverse, cet enjeu est peu important pour les ouvriers.

Enfin, la thématique de l'immigration n'arrive qu'en troisième position à Bruxelles (15,4%) alors que c'est la région du pays qui – proportionnellement – accueille le plus d'immigrés. Mais il est plausible que les populations moins en contact avec les migrants soient celles qui les voient le plus comme un problème pour leur région. L'immigration est ainsi le principal problème en Flandre, le second en Wallonie et seulement en troisième position à Bruxelles. Au niveau individuel, la question de

³¹ Etant donné que la question soumise aux répondants portait sur les deux principaux problèmes auxquels la région est confrontée, les résultats pour chaque catégorie de réponse ont été divisés par deux. La catégorie de réponse « autre » concerne les autres enjeux mentionnés spontanément par le répondant. Malheureusement, la base de données Eurostat ne contient pas d'information sur le contenu de cette catégorie « autre ». Les répondant souhaitant ne pas répondre à la question ou répondant « je ne sais pas » ont été exclus des résultats. Le nombre de ces répondants varie entre 2% et 3%, selon les régions. Les résultats pour le Royaume ont été pondérés par le poids démographique de chaque région (basé sur les chiffres de population par région au 1^{er} janvier 2015 - <http://statbel.fgov.be>).

Elections made in Brussels

l'immigration à Bruxelles est particulièrement vue comme un problème pour les répondants plus âgés (plus de 55 ans).

Principaux problèmes

	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Royaume
Chômage	28,5 %	20,3 %	28,7 %	23,9 %
Enseignement	16,5 %	5,7 %	7,9 %	7,6 %
Immigration	15,4 %	24,0 %	16,6 %	20,7 %
Economie	11,8 %	13,2 %	16,0 %	14,0 %
Environnement	9,7 %	7,3 %	7,7 %	7,7 %
Personnes et entreprises quittant la région	6,5 %	11,5 %	12,7 %	11,3 %
Criminalité	6,1 %	8,3 %	4,4 %	6,9 %
Santé	3,2 %	8,7 %	3,9 %	6,6 %
Autre	2,3 %	0,9 %	2,0 %	1,4 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Des miettes pour les autres problèmes à Bruxelles...

Ce podium représente plus de 60% des principaux problèmes à Bruxelles. Loin derrière, nous retrouvons dans l'ordre l'économie (11,8%), l'environnement (9,7%) et la thématique des personnes et entreprises quittant la région (6,5%). Au niveau individuel, l'économie bruxelloise est problématique pour les personnes âgées de plus de 55 ans et pour les ouvriers. A l'inverse, elle n'est clairement pas pertinente pour les personnes diplômées de l'enseignement supérieur. En ce qui concerne l'environnement, il est considéré comme un problème particulièrement important chez les jeunes et les étudiants.

L'enjeu des personnes et entreprises quittant la région est, en comparaison, relevant dans les deux autres régions du pays, probablement lié à la thématique des nombreux navetteurs qui vont travailler en région bruxelloise. Enfin, on retrouve dans le bas du tableau bruxellois la criminalité et la santé. S'ils sont également peu significatifs en Wallonie, ces deux problèmes sont relativement plus importants en région flamande et dépassent même celui de l'enseignement en termes relatifs.

Au demeurant, la liste de problèmes répertoriés dans cette enquête n'est pas vraiment exhaustive puisqu'on pourrait sans difficulté y ajouter des thématiques telles que la fiscalité, les politiques sociales, voire les politiques européennes. Dans le cas de la région bruxelloise, il est plus que probable que l'inclusion du logement et de la mobilité dans la liste des problèmes principaux pour la région ne vienne perturber le classement établi par cette enquête.

Conclusion

Les principaux problèmes auxquels la région bruxelloise est confrontée concernent – sans surprise – des enjeux qui ont été identifiés depuis longtemps par les acteurs politiques régionaux: chômage (et économie), enseignement et immigration. En

Flandre, l'opinion publique régionale est sensiblement différente et permet de mieux comprendre les résultats de partis politiques comme le Vlaams Belang par exemple. Il serait néanmoins intéressant de comparer ces chiffres dans le temps avant de mieux comprendre leurs évolutions, et de les comparer avec le contenu des programmes électoraux rédigés pour les élections régionales de 2014.

3.3. Un bruxellois méfiant et divisé envers l'Union européenne³²

Dans cette troisième et dernière section traitant des résultats de cette enquête, nous analysons l'état de l'opinion publique bruxelloise en ce qui concerne la confiance en l'Union européenne et sur les explications données par les hommes et les femmes politiques sur les politiques européennes et leur impact sur la vie quotidienne, et nous comparons leurs perceptions avec celles des populations dans les régions flamande et wallonne.³³

Une opinion publique bruxelloise partagée

La Belgique n'est pas connue pour l'opposition de ses principaux leaders politiques au projet de l'Union européenne. Néanmoins, le niveau général de confiance dans cette organisation internationale est relativement faible puisque plus de la moitié des Belges exprime avoir plutôt pas confiance dans l'Union européenne. En Wallonie, la méfiance envers l'UE flirte même avec les deux tiers. A Bruxelles, les proportions sont presque égales : la moitié des Bruxellois ont plutôt confiance tandis que l'autre moitié n'a plutôt pas confiance. Au niveau individuel, ceux qui ont le plus confiance dans l'UE sont les femmes, les personnes plus âgées, les personnes moins éduquées et les indépendants.

Confiance dans l'Union Européenne

	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Royaume
Plutôt confiance	50,7 %	52,4 %	38,3 %	47,7 %
Plutôt pas confiance	49,3 %	47,6 %	61,7 %	52,3 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

³² Article original: Dandoy Régis, "Un bruxellois méfiant et divisé envers l'Union européenne", Blog Elections, made in Brussels, 22 November 2015. <http://electionsbxl.blogspot.com/2015/11/un-bruxellois-mefiant-et-divise-envers.html>

³³ Pour chacun des tableaux, les répondant souhaitant ne pas répondre à la question ou répondant « je ne sais pas » ont été exclus des résultats. Le nombre de ces répondants varie entre 3% et 6%, selon les régions pour la question sur la confiance en l'Union européenne, tandis qu'ils varient entre 7,8% et 19,5% pour la question sur les explications données par le personnel politique. Pour cette dernière question, la catégorie de réponse « aucun » se base sur une réponse spontanée donnée par les personnes interrogées. Puisque cette catégorie de réponse n'a été proposée au répondant, les résultats pour cette catégorie sont en réalité potentiellement plus élevés. Les résultats pour le Royaume ont été pondérés par le poids démographique de chaque région (basé sur les chiffres de population par région au 1^{er} janvier 2015 - <http://statbel.fgov.be>).

Qui peut mieux expliquer les politiques européennes ?

Dans l'enquête Eurobaromètre, la question suivante a été soumise aux répondants : « Parmi les représentants politiques suivants, lesquels sont, selon vous, les mieux placés pour vous expliquer comment les politiques européennes impactent votre vie quotidienne ? ». La question est assez complexe (on parle par exemple du fait que les représentants politiques soient les mieux placés et non pas les mieux informés ou les plus compétents) et n'est en aucun cas une liste exhaustive d'acteurs qui informent potentiellement les citoyens sur les politiques de l'UE, comme par exemple les médias, les ONGs, etc. Ces deux éléments expliquent sans nul doute le nombre élevé de Bruxellois qui ont répondu « aucun » à cette question. Cette catégorie de réponse est peut-être également mobilisée lorsque le/la répondant.e estime être peu informé.e sur les politiques européennes qui impactent sa vie quotidienne.

L'opinion publique bruxelloise est divisée sur l'identité des responsables politiques qui seraient à même de mieux l'informer sur les politiques européennes. Environ 40% des Bruxellois citent les mandataires européens (députés et commissaires européens) tandis que plus de 45% citent les mandataires nationaux, régionaux et locaux. Comparé aux populations des régions wallonne et flamande, il n'y a que peu de différences, si ce n'est le taux de répondants pour la catégorie « aucun » (plus élevé en Wallonie et plus faible en Flandre). Au niveau individuel, il y a également peu de différences parmi les Bruxellois, à part une mention plus fréquente des mandataires européens dans le chef des jeunes et des étudiants.

Représentants politiques les mieux placés pour expliquer les politiques européennes

	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Royaume
Députés européens	19,9 %	27,1 %	16,0 %	22,8 %
Commissaires européens	20,7 %	13,8 %	12,5 %	14,1 %
Représentants politiques nationaux	23,0 %	28,6 %	19,8 %	25,2 %
Représentants politiques régionaux ou locaux	23,0 %	22,7 %	32,3 %	25,8 %
Aucun	13,3 %	7,8 %	19,5 %	12,1 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Conclusion

La place de l'Union européenne dans l'opinion publique bruxelloise n'est pas toujours celle que l'on croit, même si la proximité géographique avec ces institutions peut potentiellement générer un sentiment de confiance et de connaissance de ses politiques publiques. Contrairement aux idées parfois reçues, la population bruxelloise affiche une confiance moins grande en l'Union européenne qu'une partie de la classe politique bruxelloise. Seule une moitié des Bruxellois a confiance en l'UE. De même, ses sources d'information ne reposent qu'aux deux cinquièmes dans les mains des mandataires européens. Il y a encore du chemin pour que l'Union Européenne parvienne à avoir une image forte et positive en région bruxelloise...

3.4. Vote différencié dans les sondages. Peu de différences à Bruxelles (sauf pour DéFI)³⁴

Les résultats du sondage RTBF / La Libre de décembre 2016 sur les intentions de vote dans la population belge ont fait couler beaucoup d'encre (médiatique), principalement en ce qui concerne l'ascension du PTB en Wallonie, l'érosion du cdH en Wallonie et à Bruxelles et la stabilisation du système de partis en Flandre.³⁵ Mais ces éléments occultent une des spécificités de ce baromètre politique trimestriel.

En effet, depuis avril 2016, le sondage RTBF / La Libre porte à la fois sur les intentions de vote pour les élections fédérales et sur celles pour les élections régionales. La question posée aux répondants est la suivante: « Si dans le mois qui vient, de nouvelles élections fédérales étaient organisées, pour quel parti parmi la liste suivante voteriez-vous ? ». La même question est ensuite posée aux répondants, en remplaçant le mot « fédérales » par « régionales ». Ces deux questions permettent de comparer les intentions de vote aux deux niveaux de pouvoir et d'identifier si un parti est plus populaire au régional plutôt qu'au fédéral et vice-versa.

L'intérêt de poser ces questions est assez évident. Dans une Belgique fédérale, les élections régionales prennent de plus en plus d'importance – d'aucuns n'hésitent pas à affirmer que les élections régionales sont plus importantes que les élections fédérales – et ont une influence directe sur les décisions et la politique menée au niveau national. Le nouveau mode de désignation des sénateurs est un exemple de l'impact des élections régionales sur le fonctionnement des institutions fédérales (Dandoy et al., 2015). Même si les élections régionales et fédérales de 2014 ont été organisées de manière simultanée, elles ont mené à la constitution de majorités asymétriques. Dissocier les questions sur les intentions de vote permet ainsi de mesurer directement l'impact de la participation au gouvernement régional et/ou fédéral pour les différents partis politiques belges.

Cette section se penche sur les intentions de vote différenciées à Bruxelles, c'est-à-dire sur le différentiel de popularité qui peut être observé entre le vote pour les élections régionales et le vote pour les élections fédérales. Trois indicateurs seront successivement explorés : le taux de réponse, l'indice de dissimilarité et les intentions de votes au niveau partisan.

Un taux de réponse plus élevé pour les élections régionales

Le taux de réponse à une enquête ou un sondage varie fortement en fonction des thématiques abordées ou de la complexité des questions mais également selon les individus. Les sondages portant sur la politique sont traditionnellement marqués par un

³⁴ Article original: Dandoy Régis, Vote différencié dans les sondages : peu de différences à Bruxelles (sauf pour DéFI), Blog *Elections made in Brussels*, 3 décembre 2016. <http://electionsbxl.blogspot.com/2016/12/vote-differencie-dans-les-sondages-peu.html>

³⁵ Voir les résultats ici: <https://www.rtbef.be/article/barometre-rtbf-le-ptb-toujours-plus-haut-9469906?id=9469906>

Elections made in Brussels

taux de réponse assez faible et le baromètre politique trimestriel RTBF / La Libre ne fait pas exception.

A Bruxelles, un peu plus de 900 répondants sont interrogés dans ces sondages (918 en avril 2016, 917 en septembre 2016 et 914 en décembre 2016) mais le taux de réponse varie au cours du temps et selon les niveaux de pouvoir. Les répondants sont ainsi plus nombreux à exprimer une intention de vote pour les élections régionales : 74,9% de réponse en septembre 2016 et 74,4% en décembre 2016. A l'inverse, les élections fédérales inspirent relativement moins de répondants : 71,8% de réponses en septembre 2016 et 72,4% en décembre 2016.

Des sondages fortement similaires selon le niveau de pouvoir

Un deuxième indicateur entend mesurer directement si les répondants déclarent avoir l'intention d'exprimer le même vote aux élections fédérales qu'aux élections régionales. Cette mesure s'effectue traditionnellement à l'aide de l'indice de dissimilarité de Lee. Cet indice permet d'observer directement si – à l'échelle d'une région ou d'un système de partis – les électeurs émettent globalement le même vote lors de deux élections. Même si cet indice tend à minimiser les différences réelles observées, il constitue néanmoins une indication de l'importance du vote différencié.³⁶

A Bruxelles, l'indice de dissimilarité est relativement faible : il s'élève à 3,75 pour le sondage d'avril 2016, à 2,4 pour celui de septembre 2016 et à 5,5 en décembre 2016. En d'autres mots, cela signifie que les répondants voteraient globalement pour les mêmes partis aux élections régionales et aux élections fédérales à Bruxelles.

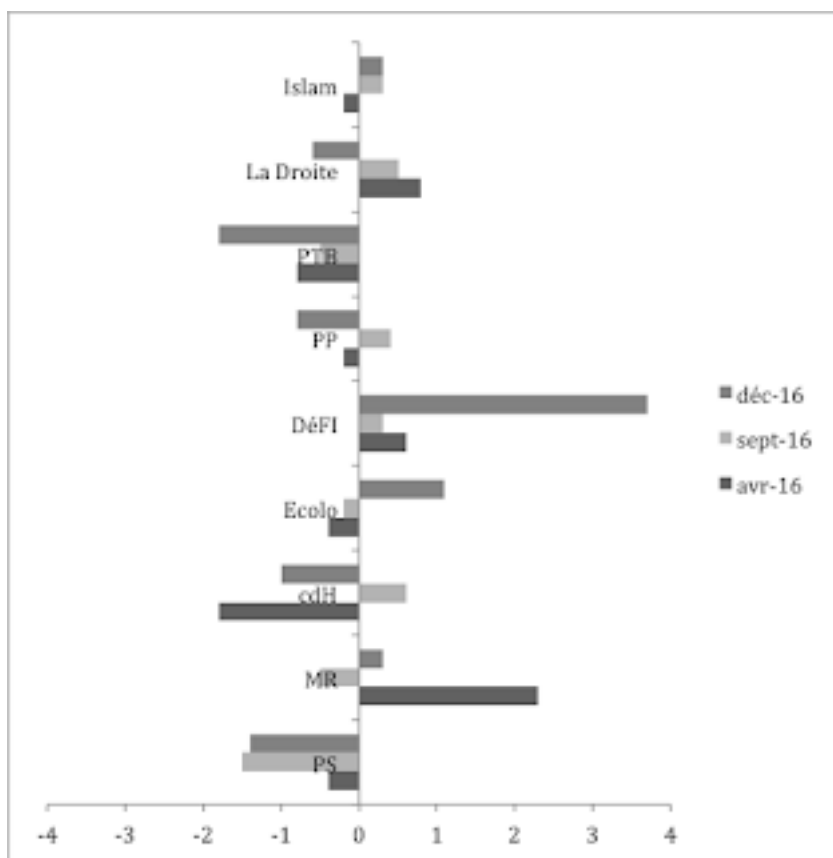
DéFI gagnerait plus de voix lors des élections régionales

L'analyse des résultats au niveau des partis révèle d'intéressantes différences. Le Graphe 1 indique le différentiel de popularité selon le niveau de pouvoir pour les sondages RTBF / La Libre en avril, septembre et décembre 2016. Les partis qui obtiendraient de meilleurs résultats aux élections fédérales sont indiqués sur la gauche du graphe, ceux qui obtiendraient plus de voix aux élections régionales sont situés à droite.

Vote différencié à Bruxelles (sondages RTBF / La Libre en 2016)

³⁶ L'indice de dissimilarité de Lee a été calculé sur base des intentions de vote pour les 9 principaux partis francophones à Bruxelles (PS, MR, cdH, Ecolo, DéFI, PP, PTB, La Droite et Islam). Les partis flamands n'ont pas été intégrés à l'analyse vu la volatilité importante observée, principalement dû au faible taux de réponse pour ces partis. Cet indice varie entre zéro (les intentions de vote sont parfaitement identiques selon les niveaux de pouvoir) et 100 (les répondants indiquent vouloir voter pour des partis totalement différents).

Elections made in Brussels



Le parti régionaliste bruxellois DÉFI obtiendrait ainsi plus de votes lors des élections régionales que lors des élections fédérales. Pour ce parti, le différentiel serait de +0,6% en avril, de +0,3% en septembre et surtout de +3,7% en décembre 2016. Ce dernier chiffre est particulièrement relevant étant donné la marge d'erreur de 3,2%. Ce vote différencié en faveur des élections régionales n'est pas surprenant puisque la région bruxelloise constitue une priorité idéologique pour DÉFI.

A l'inverse, le PS et le PTB semblent obtenir plus de votes lors des élections fédérales en comparaison des élections régionales bruxelloises. En moyenne, le différentiel serait de +1,1% en faveur des élections fédérales pour le PS et de +1% pour le PTB. Ces chiffres s'expliquent probablement par le fait que ces deux partis sont actuellement dans l'opposition au niveau fédéral et que le gouvernement à ce niveau de pouvoir a fait des thématiques socio-économique une de ses priorités.

Enfin, il est difficile d'identifier une tendance pour les six autres partis politiques francophones bruxellois, d'autant plus que toutes les différences observées se situent sous la marge d'erreur. Pour ces partis, les différents sondages RTBF / La Libre indiquent soit peu de différences entre les élections régionales et les élections fédérales (à l'instar du parti Islam) ou indiquent des résultats opposés selon les sondages. Néanmoins, il est intéressant d'observer qu'un certain mouvement de vases communicants entre le MR et le cdH puisque lorsque l'un obtiendrait plus de votes lors des élections régionales, l'autre obtiendrait plus de votes lors des élections fédérales, et vice-versa.

Références

Dandoy Régis, Dodeigne Jérémy, Reuchamps Min, Vandeleene Audrey, The new Belgian Senate. A (dis)continued evolution of federalism in Belgium?, *Representation*, vol. 51, n°3, 2015, pp. 327-339.